



Case Information Sheet

Partage d'informations sur des bonnes pratiques de plusieurs parties du monde pour une intégrité de l'eau améliorée

Bénin

L'expérience édifiante des sessions « médias immersion » Amélioration de la fourniture des services de l'eau aux communautés

CONTEXTE

Au Bénin, depuis 2002, le transfert des compétences aux communes en matière de fourniture d'eau et la création d'un nouveau pôle de gestion des ressources financières, a engendré des conflits d'intérêts. On assiste parfois à un dialogue de sourd entre la commune, nouveau maître d'ouvrage, et le service déconcentré de l'eau qui désormais joue un rôle d'appui-conseils à la commune. Conséquence, la gouvernance dans le secteur est éprouvée et l'accès à l'eau potable redevient une corvée, sinon par endroits impossible. Cette situation est largement entretenue par l'ignorance des populations rurales des règles de gestion en la matière. Elle est aussi due à l'absence d'un contrôle citoyen efficace de l'action publique locale. Dans la Commune rurale de Dogbo, où plus des 2/3 des recettes de la vente d'eau ont été détournées, la « guerre des intérêts » entre services de l'Etat et Mairie, a plombé l'aboutissement de la mise en affermage des ouvrages, pourtant ordonnée par l'Etat

depuis 2006. L'initiative des sessions « médias immersion » qui combinent formation et production, a été l'élément déclencheur pour lever ce blocage.

ACTIVITÉS ET INTERVENTIONS

Après trois années de formations ordinaires et deux éditions de concours au profit des journalistes sur des thématiques liées à l'eau, le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin) a organisé en 2011, une session « médias immersion » à Dogbo. La session a porté sur la contribution de la reddition des comptes à l'amélioration de la gestion décentralisée de l'eau au niveau local, avec une descente sur le terrain suivie de productions médiatiques.

Plusieurs acteurs au niveau local ont pu être mobilisés : le maire et ses agents, les services déconcentrés, la Cellule locale de contrôle citoyen, les gestionnaires des ouvrages et les usagers de l'eau.



Journalistes interviewant le Point Focal Eau de la Mairie de Dogbo autour d'un ouvrage d'eau potable en panne (Tchigosouhoué, décembre 2011).

© PNE Bénin

ENCADRÉ 1 Informations générales:

Le PNE Bénin est une plateforme neutre de dialogue créée en 2001 lors de l'Assemblée Générale des acteurs du secteur de l'eau au Bénin. Sa mission est de promouvoir la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), et la participation de partenaires stratégiques et de l'ensemble des couches socio-politiques au Bénin, en vue d'assurer la gestion durable des ressources en eau du pays et un accès équitable aux services liés à l'eau pour l'ensemble des citoyens.

Plus d'informations:

<http://www.gwppnebenin.org/>

Les premières productions, juste après la formation, ont remué le couteau dans la plaie en révélant des dysfonctionnements, la méconnaissance des procédures légales, le refus de collaboration et la guerre tranchée entre la mairie et les services déconcentrés, avec des intérêts politiques et financiers sous-jacents. Trois articles de presse écrite avec caricature, deux émissions de radio, y compris en langue locale, et deux documentaires en langue française et locale ont été produits. Le documentaire en langue française a mis à nu certaines réalités : mauvais fonctionnement des ouvrages, violation des textes, absence de transparence dans le suivi des procédures par la mairie, mauvais fonctionnement du dispositif d'appui-conseils des services déconcentrés à la commune... Ce qui a suscité sur la chaîne nationale un débat TV qui aura permis de situer les responsabilités des uns et des autres dans la mauvaise fourniture des services d'eau à Dogbo. Les conséquences dramatiques sur l'éducation, la santé et la mise en œuvre des activités génératrices de revenus par les communautés en ont choqué plus d'un.

Cette opération de communication avait été menée en appui aux actions de contrôle citoyen qui s'étaient révélées insuffisantes pour lever les contraintes observées. Si l'initiative était destinée avant tout aux journalistes afin de les sensibiliser à l'importance et à la nécessité de la reddition des comptes, elle a également contribué à obliger les autorités locales et les services déconcentrés à se remettre en question. Sur la sellette et mis sous pression médiatique, les autorités locales et centrales, et les services déconcentrés, ont réagi positivement en réinstaurant la concertation pour trouver ensemble les solutions adaptées. Ainsi, le processus d'affermage en cours a été achevé, à la joie de tous.

Le succès de la session « médias immersion » à Dogbo a suscité la demande d'une nouvelle session par le Réseau des Journalistes du Bénin pour l'Eau et l'Assainissement (RJBEA).

ENCADRÉ 2 Leçons apprises:

- » Cette initiative aura permis de nous rendre compte de la force de la communication et du pouvoir des médias à provoquer les changements dans le secteur de l'eau. Dorénavant, on sait que les journalistes, une fois sensibilisés et engagés sont des acteurs de changement pour l'amélioration de la gouvernance locale dans le secteur de l'eau.
- » La communication, sous toutes ses facettes, est un outil important dans les activités de reddition de compte et peut contribuer efficacement, à l'atteinte des résultats, parfois rapidement.
- » L'amélioration de la gouvernance et l'avènement de la transparence passent par la création d'un cadre de dialogue et de concertation entre les acteurs impliqués, soutenu par les structures de veille citoyenne et accompagné par les médias.

IMPACTS

- Au niveau de la mairie, la procédure d'appel d'offres mal conduite jusque-là et en souffrance, a été reprise avec les recommandations acceptables des services déconcentrés. Aujourd'hui, la procédure a été menée à terme avec succès.
- La collaboration entre les services déconcentrés et la mairie s'est améliorée. Le dialogue a repris et la mairie bénéficie désormais de l'appui-conseil des services déconcentrés.
- Désormais, tous les acteurs sont convaincus de la nécessité de renforcer le dispositif d'appui-conseil aux communes et connaissent mieux les limites de la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière de gestion professionnalisée des ouvrages
- Cette initiative a renforcé le rôle et la crédibilité de la structure locale de contrôle citoyen qui bénéficie désormais d'une attention soutenue au niveau des acteurs locaux.

Les opinions exprimées dans ce document sont spécifiques au projet décrit et ne sont donc pas nécessairement celles de WIN.